



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM2018-56 - Séance du 18 juillet 2018**

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	21	23

Vote	
Pour	X
Contre	
Abstention	

L'an 2018, le 18 juillet à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Mairet, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 12 juillet 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 12 juillet 2018.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc – SOULIER Alain – BASSO Béatrice – GAUTIER Sandrine – KASZUBA Christophe – CONTENSEAU Carole – RIBEIRO David – MAZOLLIER Elisabeth – SUAY Régine – AMALVY Marie-Thérèse – RODENAS François – VANGREVELYNGHE Patricia – MARTY Philippe – DESTAILLATS Aline – MARTINEZ Mickaël – JODAR Mélissa – DE LA CLERGERIE Jean-Luc – DUCAMP Ludovic – CORDEAU Damien – VIDAL Stéphane – MICHEL Yves

**Pouvoirs de :** DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc – MONIN Séverine pour BASSO Béatrice

**Absents :** PERRIER Thierry – SIMAR Morgan – PEETERS Fabien – FOUREL Sylvain – RAMORA Anna

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

**N° DLM2018-56 – FINANCES – DÉCISION MODIFICATIVE N°1**

Monsieur Philippe MARTY, Conseiller municipal délégué au budget rapporte que dans le cadre d'une construction illicite constatée sur la commune, la Ville, après avoir accompli toutes les mesures règlementaires préalables, a engagé une procédure en vue de faire démolir ces aménagements litigieux.

Par ordonnance de référé, rendue le 5 juillet 2018, le Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER a condamné la personne ayant réalisé ces aménagements à procéder à leur enlèvement dans le délai d'un mois à compter de sa signification.

Par cette même ordonnance, le Tribunal a ordonné que soit procédé à une expertise en vue d'apprécier la conformité de la piscine également litigieuse, qui aura lieu aux frais avancés de la COMMUNE DE BAILLARGUES, à charge pour elle de consigner avant le 1<sup>er</sup> septembre 2018, auprès du Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER, la somme de DEUX MILLE EUROS (2 000€) à titre de provision à valoir sur les honoraires de l'expert.

Cette somme ne représente qu'une avance faite par la commune en vue de la décision définitive sur cette partie de la construction.

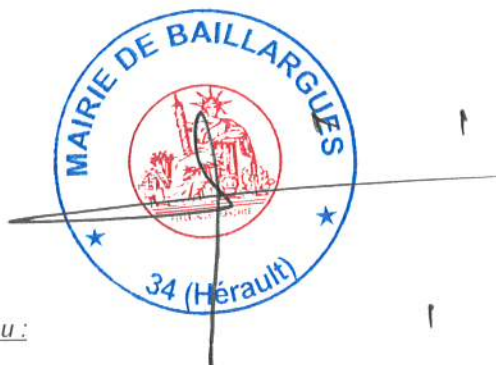
Afin de pouvoir consigner ces sommes il est nécessaire de procéder à la décision modificative suivante :

- Compte 275 : dépôts et cautionnements versés – dépenses d'investissement : +2 000€
- Compte 275 : dépôts et cautionnements versés – recettes d'investissement : +2 000€

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Philippe MARTY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** la consignation de la somme de DEUX MILLE EUROS (2 000€) à titre provisoire à valoir sur les honoraires de l'expert au compte 275 en dépenses et en recettes.

Pour extrait conforme,  
Le 19 juillet 2018,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.